

Tout l'emprunt ne fut pas souscrit du premier coup, mais dès qu'il fut connu que le public en avait pris 41 p. 100, les souscripteurs affluèrent pour obtenir ce qu'il en restait et d'après la dernière cote, cet emprunt fait prime de 3½ p. 100 sur le marché.

Emprunts à courte échéance.

Je dirai un mot maintenant de quelques emprunts qui arriveront bientôt à échéance, c'est-à-dire des emprunts dont nous aurons à nous occuper au cours des années 1909, 1910 et 1911. L'emprunt de £5,000,000 à 3½ p. 100, contracté en 1884, est rachetable, au choix du Gouvernement, entre le 1er juin 1909 et le 1er juin 1934, en donnant un avis de six mois. Nous pourrions, par conséquent, racheter cet emprunt dès cette année, mais dans les conditions actuelles, il ne serait pas avantageux de le faire, puisque nous n'avons aucune raison de supposer que nous pourrions obtenir mieux que 3½ p. 100, et partant nous n'avons donné aucun avis de rachat.

Le 1er janvier prochain l'emprunt réduit de £6,443,136, à 4 p. 100, arrive à échéance. Nous avons à cette fin £2,205,573 dans le fonds d'amortissement, ce qui laisse une somme de £4,237,563 que nous aurons à payer.

L'emprunt de £4,000,000 à 4 pour 100, contracté en 1885, peut se rembourser à toute époque entre janvier 1910 et 1935, le Gouvernement donnant six mois d'avis. Nous n'avons pas à nous occuper de cet emprunt maintenant; il en sera question plus tard. L'emprunt garanti de 1875, £1,500,000 à 4 p. 100, est rachetable le 1er octobre 1910; nous avons pour cela un fonds d'amortissement qui représente à peu près la moitié de cette somme. L'emprunt de £1,831,398 à 4 p. 100, contracté en 1874, écherra le 1er mai 1911.

Tels sont les emprunts auxquels il nous faudra pourvoir d'ici à trois ans; nous devons en outre prélever les sommes nécessaires à l'exécution de nos grands travaux publics, à la construction du Transcontinental notamment.

Crédit du Canada.

Je constate avec chagrin que l'on s'est permis de tenir, tant en cette Chambre qu'au dehors,—et avec les meilleures in-

tentions du monde, sans doute,—les propos les plus erronés au sujet du crédit du Dominion. Quelque attachement que j'aie pour mon propre parti politique, je ne crois pas qu'il se trouve de l'un ou de l'autre côté de la Chambre un seul député qui soit animé du désir de déprécier le crédit du Canada. Je suis convaincu que ces propos erronés résultant de faux renseignements et non de l'intention d'énoncer autre chose que les faits. Certains ont affirmé, par exemple, que le crédit du Canada est en baisse parce que nous avons contracté récemment un emprunt à 4 p. 100, quand, en 1897, nous en avions négocié un à longue échéance, au taux de 2½ p. 100, ou à peu près. Rien ne motive une telle assertion.

Quand on fait des comparaisons de cette sorte, il importe tout d'abord de tenir compte de la différence qui existe entre les diverses catégories d'emprunts. L'emprunt à longue échéance est celui qui doit se pouvoir négocier aux meilleures conditions. On obtient parfois l'argent à bon compte par l'émission de bons du Trésor rachetable à brève échéance, tout comme à New-York on réussit quelque fois à faire, à un taux peu élevé, des emprunts remboursables à commandement. Mais quand l'argent abonde sur la place, c'est l'emprunt à longue échéance, tel l'emprunt rachetable dans cinquante ans, qui est le plus en faveur auprès du commun des spéculateurs.

L'emprunt que nous avons récemment négocié est rachetable dans dix ans, et nous nous sommes réservé le droit de le rembourser dans cinq ans, tandis que celui de 1897 n'était rachetable qu'au bout de cinquante ans et avait été négocié au moment où les conditions les plus favorables prévalaient sur la place.

Il est une autre considération qu'il importe de ne jamais perdre de vue: c'est que l'argent est assujéti à la hausse et à la baisse comme toute autre chose et qu'il faut en donner le prix courant quand on est obligé d'en emprunter. On se trompe donc du tout au tout en disant que notre crédit est en baisse parce qu'après avoir emprunté à 2½ p. 100 en 1897, nous sommes maintenant obligés de payer 4 p. 100. En 1897, la situation financière était merveilleusement favorable, et nous avons pu obtenir un prix remarquablement élevé de nos